

Paris le 8 Octobre 2009

---

## COMMUNIQUE DE PRESSE

---

VACCINATION OBLIGATOIRE F.C.O.  
Marc GAYET, *Président de G.D.S. France :*  
*" G.D.S. France prend acte et propose "*

Respectueux des décisions de l'Etat, G.D.S. France prend acte de l'annonce faite au Sommet de l'Elevage par Monsieur le Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche de maintenir l'obligation de vaccination contre la F.C.O. pour la prochaine campagne. Il considère que cette option qui est de la responsabilité exclusive des pouvoirs publics ne saurait prendre tout son sens que dans le cadre d'une stratégie coordonnée au niveau de l'Union européenne.

En ce qui concerne les modalités pratiques de la campagne, G.D.S. France regrette que sa proposition n'ait pas été retenue. Dans le rapport élaboré par sa Mission de Prospectives Sanitaires, la Fédération Nationale des G.D.S. s'était prononcé fortement en faveur de la possibilité pour les éleveurs de vacciner eux-mêmes tous leurs animaux, à l'exception de ceux destinés aux échanges dans un système encadré; le rapport avait avancé des propositions réalistes, novatrices et constructives en ce sens et largement soutenue par la profession. Cette proposition aurait présenté le double avantage d'une meilleure acceptabilité de la vaccination pour les éleveurs et d'un moindre coût pour la collectivité. G.D.S. France sera particulièrement attentif à ce que l'engagement pris par Michel Barnier et réaffirmé par Bruno Le Maire d'autoriser la vaccination par les éleveurs soit effectif dans l'avenir.

G.D.S. France note cependant avec satisfaction l'engagement pris par le Ministre que *" cette vaccination ne sera pas à la charge des éleveurs "*.

Pour Marc Gayet, Président de G.D.S. France : *" dans la situation dramatique que connaît l'élevage et notamment les productions sensibles à la F.C.O., cet engagement est la condition indispensable, mais non suffisante en elle-même, à l'acceptation par les éleveurs de l'obligation de vaccination. Ceux-ci n'auraient de toute façon pas les moyens financiers d'y faire face "*.

.../...

Pour être tenu, cet engagement suppose deux conditions :

- la vaccination soit réalisée exclusivement à l'occasion de la visite de prophylaxies,
- une tarification unique nationale pour celles-ci doit être fixée par l'Etat,
- cette prise en charge doit être effective dès maintenant dans tous les départements qui commencent leur campagne de prophylaxie et ce jusqu'à la fin de celle-ci, soit, dans certains départements, au-delà de la date du 30 mars.

G.D.S. France demande, en outre, que l'Etat assure la prise en charge financière de la vaccination de tous les jeunes animaux des espèces sensibles à la maladie, tant que l'obligation de vaccination sera maintenue,

Condition indispensable, la prise en charge du coût de la vaccination ne constitue pas une condition suffisante pour que l'obligation de vaccination soit acceptée aisément par les éleveurs. G.D.S. France considère urgent qu'une concertation s'engage avec l'Etat sur l'ensemble des dispositions pratiques découlant de la décision de l'Etat et a déjà été amené à avancer de nombreuses propositions, tant en ce qui concerne notamment :

- la simplification du dispositif réglementaire, en particulier avec la fusion des zones qui partagent la France,
- l'adaptation du dispositif de traçabilité de la vaccination pour lequel G.D.S. France travaille actuellement sur une solution télématique de communication de la situation vaccinale des animaux aux éleveurs et aux opérateurs commerciaux,
- la nécessité de renforcer la transparence de la pharmacovigilance au regard des inquiétudes des éleveurs sur les conséquences de la vaccination,
- le maintien d'un effort important en matière de recherche sur la maladie.

Interlocuteurs institutionnels des pouvoirs publics en tant qu'organismes à vocation sanitaire, les G.D.S., loin des effets de tribune ou des déclarations péremptoires, seront sur le terrain aux côtés des éleveurs, comme ils le sont naturellement depuis le début de la crise F.C.O., pour les accompagner durant cette campagne qui s'annonce difficile, dans le seul souci de leurs intérêts sanitaires et économiques.